

PAKISTAN

**Les intellectuels afghans
en danger.**

Index AI : ASA 33/005/00

**Embargo : le 29 juin à 4 heures
30 GMT**

« Jusqu'à ce que le gouvernement pakistanais se décide à agir afin de mettre un terme aux manœuvres de harcèlement et d'intimidation exercées à l'encontre des intellectuels afghans réfugiés au Pakistan, des dizaines de personnalités afghanes risqueront d'être victimes d'expulsion ou d'atteintes à leurs droits fondamentaux », a averti aujourd'hui (jeudi 29 juin 2000) Amnesty International.

Amnesty International est préoccupée par la sécurité d'un intellectuel afghan éminent, ancien conférencier à l'université de Kaboul, le professeur Mohammad Rahim Elham, dont on est sans nouvelles depuis que les autorités pakistanaises l'ont expulsé vers l'Afghanistan le

21 juin.

Les autorités pakistanaises ont déclaré que Mohammad Rahim Elham avait été expulsé pour avoir tenu des propos antipakistanais et avoir accusé le Pakistan de s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Afghanistan. Cependant, Amnesty International pense qu'il a été expulsé pour avoir exercé son droit aux libertés d'expression et d'opinion.

L'expulsion de Mohammad Rahim Elham vers l'Afghanistan a provoqué une vive inquiétude parmi les personnalités afghanes réfugiées au Pakistan.

Le ministre talib des Affaires étrangères a déclaré que Mohammad Rahim Elham serait en sécurité en Afghanistan à condition qu'il respecte la loi. Toutefois, au cours de ces deux dernières années, de très nombreuses personnalités afghanes qui

prônaient la fin de la guerre et la mise en place d'un gouvernement représentatif de tous les groupes ethniques ont été arrêtées par les taliban et torturées. Plus d'une dizaine ont été tuées après leur arrestation. Des dizaines d'Afghans vivant au Pakistan ont reçu des menaces de mort et plusieurs d'entre eux ont été assassinés.

L'expulsion de Mohammad Rahim Elham enfreint le récent accord conclu entre le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et le

Deux semaines avant l'expulsion de Mohammad Rahim Elham, un autre écrivain afghan réfugié au Pakistan avait été blessé par balle à son domicile de Peshawar, au Pakistan. Mohammad Enam Wak, qui est également un membre éminent du parti nationaliste *Afghan Mellat* (Parti social-démocrate afghan, PSDA), venait de publier un ouvrage dans lequel il était question de la formation d'un État fondé sur l'identité ethnique. Aucune enquête n'a été ouverte sur cette agression

gouvernement du Pakistan sur une évaluation commune, avant toute expulsion, des demandes du statut de réfugié présentées par les Afghans. Le gouvernement du Pakistan n'a pas encore répondu à la demande du HCR concernant l'évaluation du cas de Mohammad Rahim Elham, qui se trouve être le premier de ce genre depuis la conclusion de cet accord. Le Pakistan a également enfreint le principe de non refoulement, qui constitue une règle du droit international coutumier.
armée.

Les deux écrivains semblent avoir été pris pour cible en raison de leurs opinions politiques.

Amnesty International exhorte le gouvernement pakistanais à autoriser le retour de Mohammad Rahim Elham au Pakistan pour qu'il puisse y solliciter une protection, à ouvrir une enquête sur la tentative d'assassinat contre Mohammad Enam Wak et à déférer les responsables à la justice, et à garantir qu'aucun réfugié afghan au Pakistan ne fasse l'objet

d'une mesure d'expulsion pour avoir usé de son droit à la liberté d'opinion.

Amnesty International demande également aux autorités taliban de garantir la sécurité de Mohammad Rahim Elham.?

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au 44 (0) 20 7413 5566, ou consulter notre site web :

<http://www.amnesty.org>